



Plan de réponse aux crises sanitaires à Kebili

Juin 2024
ONU Femmes



À PROPOS DU PLAN DE RÉPONSE À LA CRISE

La pandémie de COVID-19 a posé des défis sans précédent aux systèmes de santé, aux économies et aux sociétés mondiales, et la Tunisie n'a pas fait exception¹. À mesure que la pandémie progressait, la Tunisie a ajusté ses mesures sanitaires et économiques pour tenter de contenir la propagation du virus tout en minimisant son impact économique. Cependant, il reste à savoir l'impact de ces mesures sur les différentes régions du pays.

La région de Kebili, située dans le sud de la Tunisie, est l'une des zones défavorisées du pays. Elle se distingue par son climat désertique et ses températures extrêmement élevées en été, ainsi que par sa forte dépendance à l'agriculture et ses taux élevés de chômage et d'abandon scolaire. Face à ces conditions climatiques rigoureuses et à des infrastructures souvent rudimentaires, Kebili a rencontré des défis uniques dans la gestion des crises sanitaires.

Le gouvernement, en partenariat avec des ONG et des organisations internationales, a déployé des efforts considérables pour renforcer les capacités locales. Cependant, ces efforts n'ont pas suffi à combler entièrement les défaillances des plans de réponse à la crise dans la région².

Dans ce cadre, ONU Femmes Tunisie travaille conjointement avec le PNUD et l'OMS dans le cadre d'un projet conjoint financé par le Danemark intitulé « Promouvoir le leadership des femmes et des filles dans la réponse socioéconomique et sanitaire à la COVID-19 en Tunisie ». Le programme vise à renforcer la résilience des communautés locales, en particulier des femmes et des filles vulnérables et marginalisées, pour prévenir et répondre aux crises sanitaires telles que celles de la COVID-19 grâce à un meilleur accès aux services financiers et économiques, à l'assistance sanitaire et sociale, ainsi qu'à des campagnes de sensibilisation. En premier lieu, ONU Femmes a élaboré une étude d'évaluation multidimensionnelle de la réponse à la COVID-19 dans différents domaines : éducation, santé, domaine socio-économique, violences basées sur le genre, et ce dans les deux régions pilotes du projet Kef et Kebili.

Sur la base de cette étude, ONU Femmes a travaillé avec les acteurs locaux de la région de Kebili pour élaborer un plan de réponse à la crise spécifique à la région de Kebili. Ce plan de réponse est conçu comme une feuille de route pratique et inclusive, visant à renforcer la résilience de la région face à de futures crises sanitaires. Ce travail est élaboré avec le soutien du bureau d'étude Voluntas.

¹ UNDP Tunisia (2020) « IMPACT ECONOMIQUE DU COVID-19 EN TUNISIE ». Web: <https://tinyurl.com/58r9ut7y>

² UNICEF (2023) « Boosting the Responsiveness and Resilience of the Tunisian Health System in the COVID-19 Context » Web: <https://tinyurl.com/5ep68ze5>

MÉTHODOLOGIE

Le plan de réponse à la crise est le fruit d'un atelier tenu à Kebili le 18 mai 2024. Cet atelier a rassemblé des participant.e.s avec de nombreuses années d'expérience dans divers secteurs et ayant activement contribué à la gestion de crise. Parmi les participant.e.s figuraient des professionnel.le.s de santé, notamment le directeur régional de la santé à Kebili, le directeur de l'hôpital local El Faouar, la directrice de l'hôpital régional de Kebili et le sous-directeur du centre de la santé de base à Kebili. Étaient également présent.e.s des représentant.e.s de la direction régionale des affaires sociales, du syndicat de l'éducation, des associations féministes et de l'association du Croissant-Rouge tunisien. Cet atelier a servi de plateforme pour réunir les parties prenantes, partager des informations, échanger des idées et contribuer collectivement à l'élaboration d'un plan de réponse à la crise pour la région de Kebili.

L'atelier, qui s'est déroulé sur une journée complète, était structuré en deux sessions de quatre heures. La session du matin était dédiée à la présentation des résultats de l'évaluation de la réponse à la COVID-19 et à la planification de la gestion de crise en Tunisie. Cette session comprenait également la cartographie des priorités liées à la gestion de crise dans quatre secteurs : la santé, la situation socio-économique, l'éducation et la violence basée sur le genre (VBG), en utilisant l'analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces).

Après avoir finalisé l'analyse SWOT pour chaque composante, les participant.e.s ont entrepris un exercice d'évaluation et de sélection de solutions, identifiant trois pour chaque secteur en fonction des critères d'urgence, d'importance et de faisabilité. Ces analyses ont permis aux participant.e.s d'évaluer la réponse du gouvernement à la crise et les mesures adoptées pour chaque secteur dans la région de Kebili. Elles ont également permis d'identifier les problèmes et défis actuels dans chaque secteur, donnant ainsi une base solide pour la planification de futures réponses aux crises.

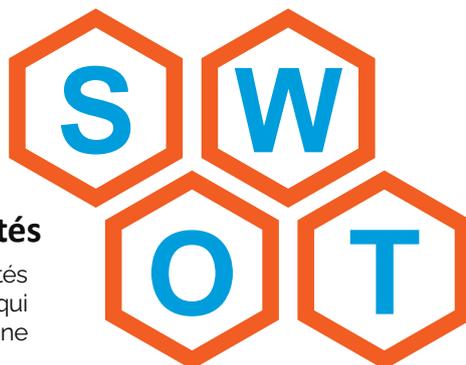
Structure de l'analyse SWOT:

Forces

Quelles sont les forces du contexte de Kebili qui favorisent la mise en œuvre d'une réponse efficace aux futures crises sanitaires ?

Opportunités

Quelles sont les opportunités d'amélioration du contexte de Kebili qui favorisent la mise en œuvre d'une réponse efficace aux crises sanitaires ?



Faiblesses

Quelles sont les faiblesses du contexte de Kebili qui entravent la mise en œuvre d'une réponse efficace aux futures crises sanitaires ?

Menaces

Quelles sont les menaces du contexte de Kebili qui peuvent entraver la mise en œuvre d'une réponse efficace aux crises sanitaires ?

Lors de cette première session, les participant.e.s ont identifié l'engagement et le dévouement du personnel de santé et le soutien de la communauté de la société civile comme des forces, tout en reconnaissant les limitations de ressources et les défis administratifs de gestion des données comme des faiblesses. Les opportunités d'amélioration comprenaient des partenariats potentiels et l'utilisation de la technologie pour la gestion de la santé, tandis que les menaces incluaient, la réticence vaccinale et l'exacerbation de la pauvreté.

L'après-midi, les discussions se sont concentrées sur quatre questions principales:

- Comment renforcer la résilience de la communauté de Kef pour faire face aux futures crises sanitaires ?
- Comment améliorer l'accessibilité des services de santé, de l'éducation et de soutien social pendant les crises ?
- Comment renforcer les mécanismes de protection des femmes survivant.e.s de violences durant les périodes de crise ?
- Comment assurer une meilleure inclusion des groupes vulnérables dans les mécanismes de réponse à la crise ?

Ces discussions avaient pour objectif de générer des recommandations SMART (Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes, Temporellement définies) pour le plan de réponse à la crise.

Les actions identifiées visent à garantir que le plan de réponse à la crise pour la région de Kebili soit à la fois efficace, inclusif et sensible au genre, répondant aux besoins de tous les segments de la population.

A photograph of a man with a grey beard and mustache, wearing a light-colored striped polo shirt and dark trousers, speaking into a microphone. He is standing in a room with a patterned carpet. To his left are two flags on wooden stands: the United Nations flag and the flag of the State of Palestine. The background features a green wood-paneled wall and a wooden table. A semi-transparent blue horizontal band is overlaid across the middle of the image, containing the text.

Résultats des ateliers

1. Impact des réponses relatives à la santé

Cette section souligne les principales forces, faiblesses, opportunités et menaces identifiées lors de l'atelier avec les parties prenantes à Kebili, concernant l'impact de la réponse à la COVID-19 dans le secteur de santé et l'accès aux services de santé.

Forces

Accessibilité et continuité des soins

Les centres de santé de base, en raison de leur proximité avec la population, ont assuré une continuité des soins même pendant la crise. Ils ont maintenu leurs activités et ont garanti une prise en charge continue des patient.e.s. La surveillance épidémiologique de la pandémie, réalisée en collaboration entre les établissements de santé et l'observatoire des maladies émergentes, a assuré un suivi rigoureux de la situation. Des mesures spécifiques, comme le renouvellement des ordonnances, ont été mises en place pour les patients atteints de maladies chroniques, garantissant ainsi la continuité des soins. Cela dit, l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive était considéré limité.

Dévouement et formation du personnel de santé

Le personnel de santé a fait preuve d'un grand dévouement, travaillant sans relâche pour soigner les patient.e.s et contrôler la propagation du virus. La formation initiale et continue aux mesures générales de lutte contre les maladies infectieuses a renforcé les compétences des professionnel.l.e.s de santé. Une équipe spécialisée en épidémiologie a été mise en place à Kebili pour une intervention rapide et efficace. De plus, le personnel s'est auto-formé, par exemple sur l'utilisation de « l'Optiflow »¹ pour l'oxygénation, améliorant ainsi la qualité des soins.

Faiblesses

Limitations des ressources

La réponse sanitaire du gouvernement a été sévèrement entravée par des limitations de ressources, notamment une forte demande d'oxygène, créant une pénurie critique pour les patient.e.s, et coïncidant avec une augmentation du nombre de cas nécessitant de l'oxygène pendant les périodes de pics de la pandémie de COVID. De plus, à Kebili, l'infrastructure, particulièrement en réanimation, était très insuffisante durant la pandémie, ce qui a entraîné des difficultés dans la prise en charge des patients nécessitant des soins intensifs. Par ailleurs, la logistique défaillante et l'étendue du gouvernorat ont aggravé ces problèmes, avec des régions très éloignées de l'hôpital régional et une seule ambulance disponible. La surcharge de cette unique ambulance a provoqué plusieurs pannes, nécessitant des réparations à Sfax, avec des pièces de rechange prenant jusqu'à trois mois pour arriver. En outre, les échantillons pour les tests COVID-19 n'ont pas pu être analysés localement et ont dû être expédiés quotidiennement à Tunis, ce qui a nécessité une organisation logistique importante.

Rôles et responsabilités mal définis

Dès le début de la pandémie, le manque de clarté concernant les rôles et responsabilités au sein des hôpitaux y compris l'hôpital régional de Kebili, a posé un problème majeur. Cette confusion a entravé l'efficacité des réponses et des actions nécessaires face à la crise sanitaire. Les directeurs des hôpitaux ont dû réagir en créant des comités spécialisés se concentrant sur la gestion de crise, la gestion des services de réanimation, la gestion des réserves en oxygène, et d'autres aspects importants du fonctionnement hospitalier.

¹ L'oxygénothérapie nasale à haut débit est un dispositif connu en réanimation pour traiter les insuffisances respiratoires hypoxémiques modérées à sévères sans recourir à l'intubation.

Opportunités

Partenariat et collaboration

Le manque global de ressources techniques et financières a certainement été une contrainte majeure pendant la crise de la COVID-19, cependant, cette situation a été partiellement atténuée par l'entraide entre les citoyen.ne.s. Les citoyen.ne.s se sont mobilisé.e.s pour soutenir les efforts du personnel de santé, faisant preuve d'une solidarité remarquable qui a permis de pallier certains manques en ressources matérielles et humaines. De plus, les ONG et les volontaires ont aidé les hôpitaux en leur fournissant les équipements nécessaires. Cette collaboration communautaire a joué un rôle crucial dans la gestion de la crise malgré les défis importants.

Utilisation de la technologie pour la gestion de la crise sanitaire

La technologie était essentielle à la gestion de crise sanitaire durant la pandémie. Les services de santé ont assuré le suivi personnes atteintes de COVID-19 par téléphone, ce qui a permis de maintenir un contact régulier avec les patients et de surveiller leur état de santé malgré les contraintes de déplacement et de ressources limitées. Les patient.e.s étaient informé.e.s par téléphone de leur état de santé et un suivi était mis en place pour assurer qu'ils reçoivent les soins nécessaires en cas d'autres maladies, sans avoir à se déplacer. Cette approche a aidé à gérer plus adéquatement la situation, bien que des défis subsistent en termes d'infrastructure technologique et d'accessibilité pour tous les citoyens.

Approvisionnement en oxygène après la pandémie

Suite à l'identification d'un fort besoin en oxygène durant la pandémie, l'État a réagi efficacement en installant des générateurs d'oxygène à travers tout le pays, y compris à Kebili. Cela a permis de garantir une suffisance en oxygène pour faire face à d'éventuelles crises.

Menaces

Saturation des hôpitaux

Une nouvelle vague de COVID-19 ou une autre urgence sanitaire de cette ampleur pourrait rapidement saturer les hôpitaux en raison des infrastructures limitées. Cette saturation signifierait que le nombre de lits disponibles, les équipements médicaux et le personnel soignant seraient insuffisants pour gérer un afflux massif de patient.e.s graves. Les conséquences potentielles impliqueraient une détérioration de la qualité des soins obligeant les professionnels de santé à faire des choix difficiles quant à l'allocation des ressources limitées. Cela pourrait également entraîner une augmentation des taux de mortalité, car l'incapacité à fournir des soins intensifs à tous les patient.e.s dans le besoin pourrait avoir des effets dévastateurs. Une infrastructure déjà épuisée par la crise du COVID-19 ne pourrait pas supporter une nouvelle crise.

Hésitation vaccinale

Face à l'émergence de la COVID-19, une réticence au vaccin a été observée, nourrie par les rumeurs et la désinformation. En cas de nouvelle crise sanitaire, cette réticence pourrait resurgir, rendant la gestion de la situation encore plus complexe. La méfiance envers les vaccins pourrait également conduire à une hausse des taux de mortalité. Un nombre insuffisant de personnes serait immunisé contre la nouvelle menace, ce qui aggraverait les effets dévastateurs de la crise.

2. Impact de la réponse sur la participation économique et la protection sociale

Cette section souligne les principales forces, faiblesses, opportunités et menaces identifiées lors de l'atelier avec les parties prenantes à Kebili, concernant l'impact de la réponse à la COVID-19 sur la participation économique et la protection sociale.

Forces

Soutien financier et économique plus important

Face à la crise économique provoquée par la pandémie, le gouvernement a mis en place diverses mesures de soutien financier. Par exemple, le programme d'autonomisation économique « Amen Social », initialement lancé avant la pandémie, a été adapté pour fournir des transferts monétaires aux ménages vulnérables et à faibles revenus. Ces mesures ont également conduit à la création d'autres programmes et à une attention accrue portée aux besoins économiques. Parmi les mesures spécifiques, une allocation familiale de 30 DT a été instaurée pour les enfants de moins de six ans, conformément au décret n°2022-08 du 31 janvier 2022.² En outre, la subvention de la rentrée scolaire pour les élèves issus de familles nécessiteuses et à faible revenu a été augmentée à 50 DT, et une aide supplémentaire pour le transport scolaire a été mise en place.³ Pour faire face à la montée du chômage postpandémie, un programme d'autonomisation économique spécifique a été créé en 2022, visant à soutenir les catégories de population pauvres et à revenu limité.⁴

Soutien de la communauté et de la société civile

La réponse socio-économique du gouvernement durant la pandémie de COVID-19 a été fortement soutenue par la communauté et la société civile. Les partenariats avec les dirigeants locaux et les personnes activement impliquées ont permis de coordonner les efforts de secours. Les ONG ont joué un rôle déterminant, notamment en participant à la collecte de nourriture et de matériel de santé. Des associations ont également aidé à identifier et à soutenir les familles dans le besoin, en collaboration avec les services sociaux. Par exemple, l'association Errahma a travaillé en étroite relation avec la direction régionale des affaires sociales à Kebili pour apporter une aide importante aux populations vulnérables. Ainsi, les efforts collaboratifs des associations ont contribué à atténuer les impacts de la crise.

Faiblesses

Défis administratifs et gestion des données

Les défis administratifs et la gestion des données ont également posé de sérieux obstacles. Les aides gouvernementales étaient souvent distribuées sur la base des déclarations des citoyens plutôt que sur des estimations précises. Le manque de bases de données fiables, en raison de la fermeture des recettes de finance, a rendu difficile pour les gens de fournir les documents nécessaires. Pour remédier à cela, le ministère des Affaires Sociales a créé une plateforme de sécurité sociale. Cependant, les déclarations sans documentation appropriée compliquaient le processus de vérification. Ce problème a été atténué par le recoupement des bases de données de plusieurs ministères et agences tels que le ministère de l'Éducation, la poste tunisienne et les recettes fiscales du ministère des finances.

² Ministère des Affaires Sociales. (2024). Octroi des aides familiales aux enfants qui sont moins de 6 ans. [Lien](#)

³ Ministère des Affaires Sociales. (2024). Octroi des aides à la rentrée scolaire et universitaire. [Lien](#)

⁴ Ministère des Affaires Sociales. (2024). Publication du décret n° 2022-715 du 20 septembre 2022. [Lien](#)

Etendue de la pauvreté généralisée

La crise sanitaire a exposé l'étendue de la pauvreté généralisée dans le pays et particulièrement dans le gouvernorat. De nombreux cas d'extrême pauvreté, non pris en charge par l'aide sociale, ont été identifiés, révélant les insuffisances des filets de sécurité sociale actuels et soulignant la nécessité de mesures plus solides et ciblées pour aider les populations les plus vulnérables. La direction régionale des affaires sociales et les organisations locales de la société civile ont signalé avoir découvert plusieurs cas de personnes dans le besoin qui n'étaient pas répertoriées dans les bases de données des aides. Cette situation a mis en évidence des lacunes structurelles dans la lutte contre la pauvreté, appelant à des réformes profondes pour mieux répondre aux besoins des citoyens en temps de crise et au-delà. De plus, la crise a plongé de nombreux ménages dans une précarité nouvelle, ces derniers n'étant pas non plus couverts par les aides existantes.

Opportunités

Renforcement du soutien de la communauté et de la société civile

Le fortsoutien de la communauté et de la société civile représente une opportunité majeure pour renforcer la résilience socio-économique face à la crise du COVID-19. Les partenariats établis avec les représentants régionaux de l'Etat, les ONG et les associations ont prouvé leur efficacité dans la coordination des efforts de secours et dans l'identification des familles dans le besoin. Cette infrastructure de soutien pourrait être davantage formalisée et institutionnalisée afin de répondre rapidement à toute future crise. Il est important que cette collaboration renforce les actions gouvernementales sans les remplacer, assurant ainsi une relation complémentaire entre les ONG et les institutions. De plus, le renforcement des liens avec les associations locales permettrait une meilleure distribution des ressources et un soutien plus ciblé aux populations vulnérables, créant ainsi une communauté plus solidaire et résiliente.

Réforme et digitalisation des processus administratifs

Les défis administratifs et la gestion des données soulignent la nécessité de réformer et de digitaliser les processus administratifs. Bien que la création de la plateforme de sécurité sociale par le ministère des Affaires Sociales soit un bon début, il est nécessaire de développer des systèmes intégrés et fiables pour la collecte et la vérification des données. Durant une crise sanitaire, la digitalisation permet une gestion plus adéquate des aides gouvernementales et une réponse rapide aux besoins des citoyens. Cela réduit les inefficacités administratives et les risques de fraude, assurant que les ressources atteignent ceuxcelles qui en ont le plus besoin. De plus, des systèmes digitalisés facilitent la coordination entre agences, permettant une réponse plus cohérente et intégrée.

⁵ Ministère des Affaires Sociales. (2022). Evaluation de l'impact social du programme AMEN SOCIAL. [Lien](#)

3. Impact de la réponse à la COVID-19 sur l'Éducation

Cette section souligne les principales forces, faiblesses, opportunités et menaces identifiées lors de l'atelier avec les parties prenantes à Kebili, concernant l'impact de la réponse à la COVID-19 sur le secteur de l'éducation.

Forces

Accès aux moyens de prévention dans les établissements scolaires

Les établissements scolaires de Kebili ont mis en place des mesures de prévention efficaces contre la propagation de la COVID-19. Tous les élèves et le personnel éducatif ont eu accès à des masques, du gel désinfectant et des produits de nettoyage. L'application rigoureuse des protocoles sanitaires a permis de maintenir un environnement scolaire sûr et de garantir la continuité des activités éducatives malgré la pandémie. Cette organisation a démontré une capacité de réponse rapide et efficace, renforçant la résilience du système éducatif local.

Organisation de campagnes de sensibilisation pour la prévention

De nombreuses campagnes de sensibilisation ont été organisées dans les écoles et les communautés locales pour informer élèves, parents et enseignants sur les mesures préventives contre le COVID-19. Ces campagnes comprenaient des ateliers, des sessions d'information et la distribution de matériel éducatif sur l'hygiène, le port du masque et le respect des protocoles sanitaires. L'engagement des acteurs locaux, y compris les ONG, a été crucial pour le succès de ces initiatives, assurant une large adhésion aux mesures de prévention. Ces campagnes ont aidé à contrôler la propagation du virus et ont renforcé la sensibilisation à l'hygiène et à la santé publique, avec des effets bénéfiques à long terme pour la communauté.

Faiblesses

Défaillance de l'infrastructure des établissements scolaires

Les infrastructures scolaires à Kebili sont inadaptées aux exigences des protocoles sanitaires nécessaires pour prévenir la propagation de la COVID-19. Les bâtiments sont souvent vétustes, manquent de ventilation adéquate et n'ont pas les équipements nécessaires pour l'enseignement à distance. Cette situation compromet la capacité des écoles à offrir un environnement sûr pour les élèves et le personnel, limitant l'efficacité des mesures de prévention et augmentant le risque de contagion. De plus, l'absence d'options d'enseignement à distance empêche de nombreux élèves de continuer leur apprentissage pendant les périodes de confinement ou de quarantaine.

De nombreuses écoles manquent de salles de classe spacieuses et bien ventilées, nécessaires pour respecter les protocoles de distanciation sociale. En l'absence d'ordinateurs et de connexions Internet fiables, les élèves ne peuvent pas suivre les cours en ligne, ce qui aggrave les inégalités éducatives.

Manque d'accompagnement psychosocial pour les élèves

Dans la région de Kebili, les experts soulignent un manque de services de soutien psychosocial suffisant pour les élèves et les enseignants. Il est nécessaire d'améliorer les dispositifs répondant aux besoins en santé mentale et en soutien émotionnel, surtout dans le contexte de pandémie. L'impact de ce manque de soutien se répercute directement sur le bien-être général des élèves, influençant leur capacité à se concentrer en classe, à assimiler les connaissances et à réussir leurs études. Les élèves en proie à des difficultés émotionnelles et psychologiques sont confrontés à un risque accru de décrochage scolaire. De plus, ces défis peuvent se manifester par des comportements perturbateurs en classe, des absences fréquentes ou une diminution de motivation scolaire.

De nombreux élèves ont signalé des sentiments accrus d'isolement et de stress pendant les périodes de confinement. Sans conseils scolaires ou programmes de soutien psychologique, ces problèmes restent souvent non traités, ce qui peut avoir des effets durables sur la santé mentale des élèves.

Le rapport de l'UNESCO intitulé "Psychosocial support to teachers during COVID-19 crisis: meeting report" traite des besoins en soutien psychosocial des enseignants pendant la pandémie.⁶ Il met en évidence les défis auxquels les enseignants ont été confrontés, notamment l'épuisement professionnel et le manque de ressources pour répondre aux besoins psychosociaux des élèves.

Taux Élevé d'absentéisme et de décrochage scolaire

La pandémie de COVID-19 a exacerbé les problèmes d'absentéisme et de décrochage scolaire à Kebili. Selon les indications de l'UNICEF, la région détient l'un des taux de décrochage scolaire les plus élevés en Tunisie.⁷ Les fermetures prolongées des écoles ainsi que les difficultés économiques croissantes ont contraint de nombreux élèves à abandonner leurs études pour entrer précocement dans la vie active et soutenir financièrement leurs familles. Cette situation aggrave les disparités en matière d'éducation et contribue à perpétuer le cycle de pauvreté et d'exclusion sociale dans la région.

Impact disproportionné sur les filles

La crise de COVID-19 a eu un impact disproportionné sur les filles, exacerbant les risques de décrochage scolaire. Les filles doivent souvent assumer des responsabilités domestiques accrues pendant les confinements, limitant leur temps et leur capacité à poursuivre leurs études. De plus, les familles en difficulté financière ont parfois privilégié l'éducation des garçons, réduisant les opportunités éducatives pour les filles.

Insuffisance de programmes de sensibilisation spécifiques au genre

Les programmes de sensibilisation sur l'importance de l'éducation ont souvent manqué d'une perspective de genre. Il y a un manque rapporté de campagnes ciblant spécifiquement les familles pour encourager la poursuite de l'éducation des filles. Cette lacune a contribué à une perception réduite de la valeur de l'éducation des filles dans certaines communautés, augmentant ainsi le risque de décrochage scolaire.

⁶ UNESCO (2020) « Psychosocial support to teachers during COVID-19 crisis: meeting report ». Web: <https://tinyurl.com/5ae3479t>

⁷ UNICEF (2022) « UNICEF Tunisia Country Office Annual Report 2022 ». Web: <https://tinyurl.com/2y3cwtzk>

Opportunités

Amélioration de l'infrastructure et des équipements des établissements scolaires

L'amélioration des infrastructures scolaires représente une opportunité majeure pour assurer un environnement d'apprentissage sûr et adapté aux besoins actuels. Des investissements ciblés peuvent être faits pour rénover les bâtiments, améliorer la ventilation et fournir des équipements sanitaires adéquats. De plus, l'acquisition de technologies éducatives telles que les ordinateurs et les tablettes pourrait permettre une transition plus fluide vers l'enseignement à distance en cas de besoin. Un rapport de l'UNICEF⁸ publié en 2022 aborde les efforts déployés pour renforcer la résilience des infrastructures sanitaires en Tunisie, y compris dans les écoles, afin de répondre à la pandémie de COVID-19. Le rapport mentionne la nécessité de renforcer ces efforts dans des régions comme Kebili, afin de faire face aux défis rencontrés dans les infrastructures scolaires locales. Il convient de noter que des projets de partenariat public privé peuvent également être envisagés pour financer ces améliorations.

Révision du calendrier scolaire (nombre de jours/heures par semaine)

La révision des horaires scolaires pour réduire le nombre d'heures passées à l'école tout en maximisant l'efficacité de l'enseignement est une deuxième alternative. Des horaires flexibles peuvent être introduits pour éviter l'encombrement et respecter les protocoles sanitaires. Par exemple, des sessions d'apprentissage hybrides alternant entre présentiel et en ligne peuvent être mises en œuvre. Cela pourrait également inclure des demi-journées dédiées à l'apprentissage à domicile avec des ressources numériques et des sessions de rattrapage pour les élèves en difficulté.

Renforcement du rôle de la société civile dans l'éducation

La crise de COVID-19 a mis en évidence l'importance des organisations de la société civile dans le soutien des structures étatiques en matière d'éducation, en particulier dans des régions marginalisées comme Kebili.

À Kebili, ces organisations peuvent jouer un rôle encore plus central en offrant des programmes de renforcement de capacités aux enseignants et au personnel administratif. Par exemple, elles peuvent organiser des formations spécifiques sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour l'enseignement à distance, permettant ainsi de surmonter les obstacles technologiques mis en évidence par la pandémie. Par ailleurs, des ateliers sur la gestion du stress peuvent être mis en place pour soutenir le bien-être psychologique des enseignants et des élèves, une initiative particulièrement pertinente dans un contexte de crise prolongée. En facilitant la coordination avec les autorités locales, les ONG assurent une réponse plus efficace et intégrée aux défis éducatifs spécifiques à Kebili. Elles peuvent également intervenir en complément des efforts du gouvernement, en apportant des ressources supplémentaires et en adaptant leurs actions aux besoins précis de la communauté locale. Cela renforce non seulement la résilience du système éducatif face aux crises actuelles, mais prépare également le terrain pour une meilleure gestion des futures crises sanitaires.

⁸ UNICEF (2023) « Boosting the Responsiveness and Resilience of the Tunisian Health System in the COVID-19 Context ». Web: <https://tinyurl.com/3a2rff85>

Menaces

Aggravation des inégalités éducatives

La crise du COVID-19 a exacerbé les inégalités existantes dans le secteur de l'éducation, notamment dans les régions marginalisées comme Kebili. Les élèves issus de familles défavorisées et ceux vivant en milieu rural ont un accès limité aux ressources éducatives en ligne, accentuant ainsi l'écart avec leurs pairs des zones urbaines. Cette disparité est susceptible d'entraîner des taux de décrochage scolaire plus élevés et une baisse générale du niveau d'éducation dans ces communautés. L'absence d'accès à la technologie et aux ressources pédagogiques numériques aggrave les inégalités éducatives, ce qui nécessite des interventions ciblées pour éviter un accroissement durable de ces écarts.

Manque de ressources financières et matérielles

La crise économique engendrée par la pandémie a conduit à des réductions budgétaires dans de nombreux secteurs, y compris l'éducation. Les écoles de Kebili, déjà sous-financées, peuvent voir leurs ressources diminuer encore plus, compromettant leur capacité à acheter des équipements nécessaires, à financer des programmes de soutien scolaire et à payer des enseignant.e.s qualifié.e.s. Ce manque de ressources peut affecter gravement la qualité de l'enseignement et les conditions d'apprentissage des élèves.

Détérioration de la qualité de l'enseignement

La pression pour maintenir la continuité de l'éducation avec des ressources limitées et dans des conditions difficiles peut entraîner une détérioration de la qualité de l'enseignement. Les méthodes pédagogiques peuvent être compromises, et les enseignant.e.s peuvent ne pas être en mesure de fournir le même niveau d'attention et de soutien aux élèves.

Augmentation de la violence et du harcèlement

Les périodes de confinement et de fermeture des écoles ont exposé un nombre d'élèves à de la violence et du harcèlement domestiques. L'absence de la structure et du soutien qu'offrent les écoles ont exacerbé ces problèmes, entraînant des conséquences graves pour la sécurité et le bien-être des élèves. De plus, les filles sont particulièrement vulnérables à la violence domestique et au harcèlement pendant ces périodes, en raison des dynamiques de genre et des responsabilités domestiques accrues. Cela souligne l'importance d'une attention particulière aux questions de genre dans les interventions de soutien et de protection des élèves en temps de crise.

4. Impact des réponses sur les violences basées sur le genre

Cette section souligne les principales forces, faiblesses, opportunités et menaces identifiées lors de l'atelier avec les parties prenantes à Kebili, concernant l'impact de la réponse à la COVID-19 sur la lutte contre les violences basées sur le genre.

Forces

Existence d'une législation relative à la lutte contre La violence basée Sur Le genre

La Tunisie bénéficie de la Loi n° 58 de 2017, reconnue comme l'une des législations les plus avancées dans la région pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Cette loi couvre les violences physiques, psychologiques, sexuelles et économiques. Elle crée un cadre juridique permettant de poursuivre et de sanctionner les auteur.e.s de violence tout en offrant des mesures de protection pour les survivant.e.s. Durant la crise de COVID-19, cette législation a été pertinente fournissant un cadre légal clair pour gérer l'augmentation des cas de violence domestique due au confinement et aux pressions économiques.

Rôle actif de la société civile et des associations

La région de Kebili bénéficie de l'implication active de nombreuses associations locales, telles que la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme et l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), ainsi que des branches régionales d'organisations nationales et internationales. Ces organisations offrent un soutien important aux survivant.e.s de violence, incluant des refuges, un soutien psychologique, des conseils juridiques et des programmes de réinsertion. Elles ont intensifié leurs campagnes de sensibilisation pendant la pandémie, utilisant les médias sociaux et les radios locales pour atteindre les femmes confinées. Leur travail sur le terrain renforce la résilience communautaire et fournit des ressources essentielles aux femmes en danger.

Faiblesses

Défaillances en diffusion de l'information et vulgarisation des lois

Les représentant.e.s de la société civile de la région ont noté que les structures étatiques ont eu du mal à diffuser efficacement l'information sur les lois et législations concernant la lutte contre les violences basées sur le genre, en particulier dans les communautés vulnérables et les zones rurales. Cette difficulté limite la connaissance et la compréhension des droits et protections disponibles pour les femmes. En période de crise, comme pendant la pandémie de COVID-19, lorsque les tensions et les violences domestiques ont augmenté, cette lacune a posé des problèmes. En effet, elle a empêché de nombreuses femmes de solliciter l'aide nécessaire, souvent en raison de leur méconnaissance des lois existantes.

Manque de rigueur dans l'application des lois en vigueur

La Loi n° 58 de 2017 sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes rencontre des difficultés d'application, particulièrement dans les régions marginalisées comme Kebili.⁹

Cette difficulté est confirmée par des rapports de terrain et des témoignages d'associations locales qui signalent des cas de violence récurrents et un manque de suivi judiciaire. Durant la pandémie, l'augmentation des cas de violence domestique a particulièrement mis en lumière cette lacune à Kebili, où les services de protection et d'assistance sont restés insuffisants. Cette situation souligne le besoin urgent d'une mise en œuvre stricte et effective des législations existantes pour protéger les femmes, avec une attention particulière aux régions plus reculées.

Insuffisance des ressources humaines spécialisées

Il y a un manque de professionnel spécialisé dans la prise en charge des survivant.e.s de violence basée sur le genre, tels que les psychologues, les travailleurs sociaux et les conseillers juridiques. Le manque de personnel formé et spécialisé dans l'accompagnement des survivant.e.s, la compréhension des dynamiques de la violence basée sur le genre, et la fourniture de services adaptés, limite la capacité à fournir un soutien adéquat et personnalisé aux survivant.e.s. Cette insuffisance est encore plus critique en période de crise, où les besoins augmentent et les ressources sont encore plus sollicitées. Ces observations ont été soulignées par des représentants de la société civile et des ministères des affaires sociales et de la santé, qui ont mis en évidence le besoin urgent de renforcer les capacités locales dans ce domaine.

Manque d'éducation sociale et citoyenne saine

Il y a une insuffisance d'éducation sociale et citoyenne promouvant les droits des femmes, tant au sein des familles que dans les établissements scolaires. Divers rapports de l'UNESCO soulignent les défis et les progrès en matière d'éducation inclusive et de droits humains en Tunisie.¹⁰ Cette absence d'éducation contribue, selon certains rapports, à maintenir les stéréotypes de genre et les comportements discriminatoires. Une éducation plus inclusive et centrée sur les droits humains pourrait, à long terme, influencer les mentalités et réduire la violence basée sur le genre. Pendant la crise de COVID-19, ces lacunes éducatives ont, selon des témoignages, exacerbé les tensions familiales et les actes de violence, notamment lorsque les femmes étaient plus confinées à domicile. Il est donc stratégique de mettre en place des mesures spécifiques pendant les périodes de crise, comme des programmes éducatifs en ligne axés sur les droits humains et la sensibilisation à la violence basée sur le genre, afin de soutenir les femmes et de promouvoir un environnement familial plus respectueux et sécurisé.

Manque de soutien économique pour les survivant.e.s

Les survivant.e.s de violences basées sur le genre manquent souvent de soutien économique, ce qui les empêche de quitter des situations abusives. Les représentant.e.s des ONG locales ont souligné que le manque de soutien économique, tel que l'aide au logement et les programmes de réinsertion professionnelle, laisse les survivant.e.s piégées dans des situations de violence en raison de leur dépendance financière. Des initiatives de soutien économique peuvent offrir aux survivant.e.s les moyens de reconstruire leur vie de manière indépendante, leur permettant ainsi d'échapper à la violence et de retrouver leur autonomie.

⁹ Human rights watch (2022) « So What If He Hit You? Addressing Domestic Violence in Tunisia ». Web: <https://tinyurl.com/35w84339>

¹⁰ UNESCO (2019) « Rapport mondial de suivi de l'éducation 2019: rapport sur l'égalité des genres: Bâtir des ponts pour promouvoir l'égalité des genres ». Web: <https://tinyurl.com/mr2jj3ud>

Opportunités

Formation du personnel des structures étatiques

La formation du personnel des structures étatiques est essentielle pour les équiper adéquatement dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Une formation continue et spécialisée des agents de l'État est importante pour garantir une réponse appropriée et sensible aux besoins des survivant.e.s de violence basée sur le genre.

Ces programmes de formation peuvent inclure des modules sur la gestion des traumatismes, les techniques d'enquête sensibles au genre, et les droits humains. Cela permettra de s'assurer que les agents de l'État sont mieux préparés à gérer les cas de violence et à soutenir les survivant.e.s de manière efficace et respectueuse.

Renforcement Des Lois Et Des Politiques De Protection

La collaboration avec les législateurs est essentielle afin de consolider les dispositions légales existantes et d'introduire de nouvelles lois visant à accroître la protection des femmes contre la violence et à garantir une application rigoureuse de ces lois. Un renforcement des cadres juridiques, accompagné d'une mise en œuvre rigoureuse, offre une perspective prometteuse pour une meilleure protection des survivant.e.s de violences de genre. Parmi les mesures envisageables figurent l'imposition de peines plus sévères à l'encontre des auteurs d'actes de violence, l'amélioration de l'accès aux services de soutien et aux ordonnances de protection, l'établissement de protocoles clairs et cohérents à l'attention des forces de l'ordre, ainsi que la formation des professionnels de la justice pour une intervention adéquate et sensible aux besoins des survivant.e.s.

Programmes de soutien économique et d'autonomisation

Face aux situations de crise telles que celle provoquée par la pandémie de COVID-19, il est important de développer des programmes de soutien économique adaptés aux besoins spécifiques des survivantes de violence basée sur le genre. Ces programmes devraient offrir des solutions pratiques, telles que des formations professionnelles adaptées à la nouvelle réalité économique, l'accès à des microcrédits pour la création ou le maintien d'activités génératrices de revenus, et des initiatives visant à créer des emplois dans des secteurs résilients face à la crise. L'autonomisation économique joue un rôle clé dans ces circonstances, car elle aide les survivantes à se libérer de situations abusives et à se reconstruire un avenir plus sûr et stable. En fournissant des opportunités d'emploi et de formation, ces programmes réduisent la dépendance financière des survivantes à l'égard de leurs agresseurs, renforçant ainsi leur capacité à prendre le contrôle de leur vie et à se rétablir pleinement.

Menaces

Effets négatifs de la perception sociale des survivant.e.s

La manière dont les femmes survivantes de violence sont perçues, surtout dans des sociétés conservatrices, peut entraîner des conséquences négatives importantes. Elles risquent d'être blâmées pour leur situation, ce qui renforce leur stigmatisation et les isole davantage. Cette perception peut également affecter leur capacité à accéder à des services de soutien et à obtenir justice. Les normes culturelles et les attitudes discriminatoires contribuent à perpétuer cette violence et entravent les efforts de sensibilisation et de prévention.

Marginalisation des droits des femmes en période de crise

En période de crise, les questions de violence basée sur le genre peuvent être mises de côté, avec une réorientation des ressources et des priorités vers d'autres urgences. Cela peut entraîner une augmentation de la violence non traitée et une diminution du soutien aux survivantes, aggravant ainsi les effets négatifs de la crise sur les femmes. La marginalisation des droits des femmes durant ces périodes compromet les efforts visant à assurer leur protection et leur autonomisation, rendant ainsi plus difficile la lutte contre la violence basée sur le genre dans ces circonstances.

Augmentation du taux de suicide chez les femmes et les catégories vulnérables

La violence basée sur le genre et l'insuffisance de soutien peuvent entraîner une détresse psychologique sévère chez les survivant.e.s, une situation qui est exacerbée par la crise de COVID-19. L'augmentation du stress, de l'isolement social et de la stigmatisation en raison de la crise aggrave les problèmes de santé mentale, élevant ainsi le risque de suicide. Les femmes rurales et d'autres groupes vulnérables, déjà confrontés à un accès limité aux services de santé mentale, sont particulièrement touchés par cette augmentation du risque de suicide en raison de la crise. La briefing note "Gender-based Violence and COVID-19"¹¹ de l'UNDP explore l'augmentation exponentielle de la violence basée sur le genre pendant la pandémie et fournit des recommandations pour adapter les services de soutien et prévenir la violence dans le contexte de crises sanitaires.

¹¹ UNDP (2020) « Gender-based violence and COVID-19 ». Web: <https://tinyurl.com/nhzz46a>



Recommendations

Actions stratégiques: Santé

En se basant sur l'analyse de l'efficacité de la réponse à la crise de la COVID-19, cette section présente des recommandations actionnables à prendre en considération pour répondre aux crises futures.

Renforcement des capacités et des infrastructures de santé

La pandémie a révélé l'importance d'une infrastructure solide pour gérer efficacement les crises sanitaires. À Kebili, il est crucial de renforcer les capacités et les infrastructures de santé pour répondre aux besoins actuels et futurs. Les priorités incluent l'augmentation des capacités en oxygène, en équipements médicaux et en lits de réanimation. Il est également important d'améliorer la logistique des ambulances en augmentant leur nombre et en assurant une maintenance régulière, surtout dans les zones éloignées. Il est aussi nécessaire de garantir des fournitures de secours de base dans les centres locaux et de mettre en place un kit de réponse à la crise au niveau régional. Renforcer les liens entre les institutions et les OSC pour une mobilisation rapide en cas d'urgence et établir des protocoles de communication clairs, y compris des plans de continuité des activités pour les services de santé sexuelle et reproductive, sont également indispensables.



Renforcer les infrastructures de santé y compris la présence des fournitures de secours



Améliorer la préparation et la coordination en cas de crise

Développement de protocoles clairs et formation continue

Un des principaux défis rencontrés durant la pandémie a été le manque de clarté quant aux rôles et responsabilités des acteurs de la santé dans la gestion de crise. Développer des protocoles clairs et détaillés permettra de définir les actions précises à entreprendre en cas de crise, améliorant ainsi la coordination et l'efficacité des réponses. Il est également nécessaire de mettre en place des programmes de formation continue pour le personnel de santé. Cela inclut la formation sur les nouvelles technologies, telles que les systèmes de télémédecine, les outils de gestion des données de santé, ainsi que les meilleures pratiques de gestion de crise, comme les procédures de triage en situation de catastrophe, la gestion des équipements de protection individuelle, et les techniques de communication en situation d'urgence, garantissant que le personnel est bien préparé et capable de réagir efficacement aux situations d'urgence.



Développer et mettre en œuvre des protocoles détaillés



Mettre en place des programmes de formation régulière



Évaluer et ajuster les compétences acquises par le personnel de santé

Actions stratégiques: Santé

Considérations spécifiques pour les différents groupes

Pour assurer une prise en charge juste et adaptée des groupes vulnérables pendant les crises sanitaires, tels que les enfants, les personnes âgées et celles en situation socio-économique fragile, il est important de mettre en place des mesures spécifiques répondant à leurs besoins particuliers. Ces groupes sont souvent les plus touchés par les limitations de ressources et les interruptions des services de santé. Il est aussi important de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes, y compris leur accès aux soins de santé sexuelle et reproductive. En mettant en œuvre des actions ciblées, telles que l'accès prioritaire aux soins, des services de santé mobiles, des programmes de soutien psychosocial et des campagnes de sensibilisation spécifiques, le gouvernement peut améliorer la réponse sanitaire et garantir une protection adéquate pour tous les segments de la population.



Accès prioritaire aux soins

- Identifier les centres de santé nécessitant des lignes prioritaires : Effectuer une évaluation pour déterminer quels centres de santé ont le plus besoin de lignes prioritaires pour les groupes vulnérables.
- Former le personnel sur les protocoles d'accès prioritaire : Organiser des sessions de formation pour le personnel médical afin de les informer des nouveaux protocoles d'accès prioritaire.
- Mettre en place des horaires dédiés ou des files d'attente spéciales: Aménager des plages horaires spécifiques ou des files d'attente distinctes pour les femmes enceintes, les enfants et les personnes âgées.



Services de santé mobiles et à domicile

- Créer et former des équipes de santé mobiles : Constituer des équipes mobiles composées de professionnels de santé et les former aux besoins spécifiques des visites à domicile au cas de besoin durant une crise.



Suivi des femmes enceintes et des services de santé sexuelle et reproductive

- Intégrer le suivi des femmes enceintes et l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive comme partie essentielle du suivi à distance durant les crises sanitaires. Le suivi à distance, effectué par téléphone ou en ligne, peut fournir une solution efficace pour maintenir ces services essentiels et assurer une prise en charge continue des patientes même en période de contraintes de déplacement et de ressources limitées.



Sensibilisation et information spécifiques

- Utiliser les médias locaux et les ONGs pour diffuser les informations et atteindre les groupes cibles : Exploiter les plateformes de médias sociaux et les médias locaux pour diffuser largement ces informations et atteindre les groupes cibles.

Actions stratégiques: Mesures socio-économiques

En se basant sur l'analyse de l'efficacité de la réponse à la crise de la COVID-19, cette section présente des recommandations actionnables à prendre en considération pour répondre aux crises futures.

Renforcement du soutien financier et économique

Il est essentiel de renforcer les mesures de soutien financier pour réduire l'impact des crises sur la population. Cependant, compte tenu de la conjoncture économique actuelle en Tunisie, le support doit être ciblé. Les programmes comme « Amen Social » doivent être optimisés pour maximiser leur impact avec les ressources limitées disponibles. Par exemple, plutôt que d'augmenter massivement les allocations et subventions, il est possible de prioriser les groupes les plus vulnérables et d'introduire des initiatives à faible coût mais à fort impact, telles que des microcrédits à taux zéro et des formations professionnelles ciblées.

De plus, il est nécessaire de redéfinir la vulnérabilité en temps de crise et d'adopter une flexibilité accrue pour s'assurer que ceux nouvellement affectés par une crise soient pris en compte, même s'ils n'étaient pas dans une situation de vulnérabilité auparavant. Pour renforcer la résilience économique, il serait bénéfique que les municipalités établissent un fonds d'urgence, constitué progressivement, pour fournir un soutien en cas de crise, en particulier pour les zones éloignées. Cela permettrait de compléter les subventions de l'État, qui ne peuvent être qu'une aide partielle, et de garantir un soutien plus étendu et adapté.



Développer des microcrédits à taux zéro pour les femmes entrepreneurs et les jeunes, financés par des partenariats avec des organisations internationales et des banques locales



Adopter une définition plus large de la vulnérabilité pour inclure ceux nouvellement impactés par une crise

Actions stratégiques: Mesures socio-économiques

Structuration du soutien communautaire et de la société civile

Le soutien de la communauté et de la société civile a été clé pendant la pandémie. Pour renforcer la résilience socio-économique, il est important de structurer ces efforts de soutien, en particulier pour les groupes vulnérables. Les partenariats établis avec les OSC, les associations locales et les leaders communautaires ont prouvé leur efficacité et devraient être structurés de manière plus formelle pour garantir une coordination continue et une communication plus fluide. La structuration du soutien communautaire permettra de créer des canaux de distribution de l'aide plus fiables et rapides. En capitalisant sur l'identification locale des besoins tout en utilisant les ressources et infrastructures régionales ou nationales, cette approche assure une coordination optimale et l'utilisation efficace des ressources disponibles. Cela renforcera également les réseaux de soutien local pour une identification et une assistance rapide des familles dans le besoin.



Institutionnaliser le soutien communautaire et développer des protocoles standardisés pour la distribution de l'aide et l'intervention en cas de crise



Créer des réseaux de soutien local: former des groupes de bénévoles et de travailleurs sociaux pour identifier les familles vulnérables

Actions stratégiques: Mesures socio-économiques

Réforme et digitalisation des processus administratifs

Pour optimiser l'efficacité des aides gouvernementales et répondre rapidement aux besoins des citoyens, il est essentiel de réformer et de digitaliser les processus administratifs. La création de la plateforme de sécurité sociale par le ministère des Affaires Sociales est un bon début, mais il faut aller plus loin en développant des systèmes intégrés et fiables pour la collecte et la vérification des données. Ces données doivent être désagrégées par des critères tels que le genre et l'âge pour mieux cibler les actions. La digitalisation permettra une gestion plus adéquate des aides, réduira les inefficacités administratives et les risques de fraude, et garantira une réponse rapide aux besoins des citoyens. En période de crise, disposer de données complètes et désagrégées est essentiel pour orienter les politiques et les actions, permettant ainsi d'identifier et de prioriser les besoins urgents et d'assurer que les ressources atteignent rapidement ceux qui en ont le plus besoin.



Créer une base de données centralisée

- Développer une plateforme nationale intégrée qui centralise les informations des bénéficiaires des aides sociales.
- Assurer la compatibilité des systèmes de données des différents ministères pour une mise à jour en temps réel.



Former le personnel à l'utilisation des nouvelles technologies

- Organiser des sessions de formation sur l'utilisation de la plateforme digitale pour les fonctionnaires et les travailleurs sociaux.
- Mettre en place un support technique permanent pour aider le personnel dans l'utilisation des nouvelles technologies.



Améliorer la vérification des données

- Mettre en place des systèmes de recoupement des données entre les ministères de l'Éducation, la Poste tunisienne, et les services fiscaux pour vérifier l'exactitude des informations fournies par les citoyens.

Actions stratégiques: Éducation

En se basant sur l'analyse de l'efficacité de la réponse à la crise de la COVID-19, cette section présente des recommandations actionnables à prendre en considération pour répondre aux crises futures.

Amélioration de l'infrastructure scolaire

L'amélioration des infrastructures scolaires à Kebili est nécessaire pour répondre de manière adéquate aux futures crises sanitaires. Une infrastructure modernisée garantit un environnement d'apprentissage sûr, réduisant les risques de propagation de maladies. En assurant des installations hygiéniques appropriées et des systèmes de ventilation efficaces, les écoles peuvent mieux protéger la santé des élèves et du personnel. Pour maximiser l'impact, il est important de prioriser ces améliorations en s'appuyant sur une évaluation des besoins, permettant une prise de décision éclairée et basée sur des preuves.

Cette approche renforce également la résilience du système éducatif, assurant la continuité des activités scolaires même en période de crise et une meilleure préparation pour faire face aux urgences sanitaires futures. Il est particulièrement important de prendre en compte les besoins des personnes ayant des besoins spéciaux en intégrant des infrastructures adaptées. De plus, les besoins spécifiques des filles doivent être pris en considération, notamment en améliorant les installations sanitaires pour répondre à leurs exigences en matière d'hygiène. Cette approche inclusive renforce la résilience du système éducatif, garantissant la continuité des activités scolaires même en période de crise et préparant les écoles à affronter de futures urgences sanitaires.



Pour améliorer les infrastructures scolaires, il est important de commencer par des audits détaillés pour identifier les besoins spécifiques en réparations et modernisation. Sur la base de ces audits, un plan de réhabilitation doit être élaboré.



Renforcer les bâtiments scolaires en entreprenant des réparations urgentes des installations sanitaires, des toitures et des systèmes électriques, et en modernisant les infrastructures avec des systèmes de ventilation et de purification de l'air.



Prendre en considération les besoins spécifiques des filles, notamment en améliorant les installations sanitaires pour répondre à leurs exigences en matière d'hygiène.

Actions stratégiques: Éducation

Renforcement du soutien psychosocial pour les élèves et les enseignants

Le renforcement du soutien psychosocial est une solution primaire pour améliorer la résilience des élèves et des enseignants face aux crises sanitaires futures. La mise en place de services de soutien psychosocial dans les écoles permettrait d'offrir un accompagnement continu et adapté, essentiel pour gérer le stress et les impacts émotionnels engendrés par ce type de situations. En renforçant ainsi le soutien psychosocial, on créerait un environnement scolaire plus sécurisant et plus apte à maintenir la continuité éducative, même en période de crise sanitaire. Cette initiative doit inclure des dispositifs ciblés pour des groupes spécifiques, tels que les filles et les élèves issus de familles défavorisées, en tenant compte des dynamiques de genre et des besoins particuliers. L'importance et l'urgence de cette solution sont accentuées par la nécessité de prévenir les effets négatifs à long terme sur la santé mentale des jeunes, ce qui en fait une priorité élevée pour toute stratégie de réponse aux crises sanitaires.



Établir des services de soutien psychosocial dans les écoles pour les élèves et les enseignants, incluant des conseillers formés, avec des options de soutien à distance pour garantir l'accessibilité en toutes circonstances.



Organiser des sessions de formation pour les enseignants sur la gestion du stress et le soutien émotionnel des élèves.

Actions stratégiques: Éducation

Renforcement de la collaboration et de la coordination multi-acteurs

Le renforcement de la collaboration et de la coordination entre les acteurs locaux et internationaux, ainsi que les organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé, est clé pour consolider le système éducatif, surtout en période de crise. Cette approche permet de mobiliser des ressources diversifiées et d'intégrer des expertises variées, renforçant ainsi la résilience et l'efficacité des réponses aux crises. En établissant des partenariats stratégiques, les écoles peuvent accéder à des financements supplémentaires et à des technologies avancées, nécessaires pour moderniser les infrastructures et les méthodes d'enseignement. De plus, cette collaboration permet d'apprendre des expériences d'autres pays et d'adapter les meilleures pratiques à la situation locale.

Le gouvernement joue un rôle central en tant qu'acteur principal responsable de cette collaboration. En veillant à ce que les partenariats multi-acteurs soient gérés de manière à répondre aux besoins locaux, le gouvernement contribue à renforcer les capacités institutionnelles. Cela inclut la formation des responsables éducatifs à la gestion de crise et à la planification d'urgence, garantissant une réponse coordonnée et adaptée face aux défis rencontrés dans le secteur éducatif en période de crise.



Collaboration avec les ONG

- Identifier et collaborer avec des ONG locales et internationales pour mobiliser des fonds, des équipements, et des expertises spécifiques.



Partenariats avec le secteur privé

- Financement de projets éducatifs : Établir des accords de parrainage où les entreprises financent des projets éducatifs spécifiques, comme la modernisation des infrastructures technologiques.
- Fourniture de technologies : Collaborer avec des entreprises technologiques pour obtenir des équipements informatiques, des logiciels éducatifs, et des outils numériques pour les écoles.



Création de Fonds de Réserve

- Fonds d'urgence pour les écoles : Établir des fonds d'urgence dédiés pour les écoles afin de fournir un soutien financier immédiat en cas de crise.
- Campagnes de financement participatif : Lancer des campagnes de financement participatif pour collecter des fonds supplémentaires destinés à la gestion des crises et à l'amélioration des infrastructures scolaires.

Actions stratégiques: VBG

En se basant sur l'analyse de l'efficacité de la réponse à la crise de la COVID-19, cette section présente des recommandations actionnables à prendre en considération pour répondre aux crises futures.

Formation et sensibilisation

La formation et la sensibilisation des acteurs étatiques et communautaires sont importantes pour prévenir et répondre efficacement à la violence basée sur le genre et pour protéger les droits des femmes, particulièrement en période de crise sanitaire. Cette solution aide renforcer les capacités des policiers, juges, travailleurs sociaux, leaders locaux et membres d'ONG, en leur fournissant les connaissances et compétences nécessaires pour identifier, gérer et prévenir les situations de violence. La sensibilisation à grande échelle contribue à changer les mentalités et à réduire la stigmatisation associée aux survivant.e.s de violence, créant ainsi un environnement plus favorable et sécurisé pour les femmes.



- Créer des modules de formation spécifiques pour les forces de l'ordre, le personnel judiciaire, et les professionnels de la santé.
- Planifier et organiser des sessions de formation trimestrielles.



- Évaluer les compétences des participants avant et après les formations pour mesurer leur efficacité.
- Développer et distribuer des supports (affiches, brochures) dans les postes de police, les centres de santé et les lieux publics.

Création de centres d'accueil et de soutien intégrés

S'assurer de la présence de centres d'accueil et de soutien intégrés est une solution pertinente pour répondre à la violence basée sur le genre et protéger les droits des femmes, surtout en période de crise. Ces centres offrent un lieu sûr et accessible où les survivant.e.s peuvent recevoir un soutien holistique, incluant des services médicaux, psychologiques, juridiques et sociaux. Les vulnérabilités des femmes augmentent en situations de crise, et ces centres peuvent servir de point d'ancrage crucial, offrant un refuge et un accès immédiat à des ressources vitales. De plus, ces centres facilitent la coordination entre différents services et acteurs, assurant une réponse rapide et adaptée aux besoins des survivant.e.s. Ils permettent également de collecter des données sur les incidents de violence, contribuant à une meilleure compréhension et à une intervention plus ciblée. Il est essentiel de garantir la présence de ces centres sur l'ensemble du territoire tunisien afin d'assurer un accès équitable pour toutes les femmes, indépendamment de leur localisation.



- Identifier des bâtiments existants pouvant être réhabilités pour servir de centres d'accueil.



- Recruter des professionnels (juristes, psychologues, travailleurs sociaux) et les former aux spécificités de la prise en charge des survivant.e.s de violence.



- Établir des protocoles stricts pour assurer la confidentialité des survivant.e.s et des dossiers traités.



- Créer un réseau de collaboration entre les centres d'accueil, les ONG locales, et les services étatiques pour une prise en charge complète et coordonnée.

ONU FEMMES EST L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
QUI SE CONSACRE À L'ÉGALITÉ DES SEXES ET À
L'AUTONOMISATION DES FEMMES. CHAMPIONNE
MONDIALE DES FEMMES ET DES FILLES, L'ONU FEMMES A
ÉTÉ CRÉÉE POUR ACCÉLÉRER LES PROGRÈS EN VUE DE
RÉPONDRE À LEURS BESOINS DANS LE MONDE ENTIER.

ONU Femmes soutient les États membres de l'ONU lorsqu'ils établissent des normes mondiales pour parvenir à l'égalité des sexes, et travaille avec les gouvernements et la société civile pour concevoir les lois, les politiques, les programmes et les services nécessaires pour garantir que les normes sont effectivement mises en œuvre et profitent réellement aux femmes et aux filles dans le monde entier. Elle œuvre à l'échelle mondiale pour que la vision des objectifs de développement durable devienne une réalité pour les femmes et les filles et défend la participation égale des femmes à tous les aspects de la vie, en se concentrant sur quatre priorités stratégiques : Les femmes dirigent les systèmes de gouvernance, y participent et en bénéficient sur un pied d'égalité ; les femmes bénéficient d'une sécurité de revenu, d'un travail décent et d'une autonomie économique ; toutes les femmes et les filles mènent une vie exempte de toute forme de violence ; les femmes et les filles contribuent à la construction d'une paix durable et d'une résilience et y exercent une plus grande influence, et bénéficient sur un pied d'égalité de la prévention des catastrophes naturelles et des conflits, ainsi que de l'action humanitaire. ONU Femmes coordonne et promeut également le travail du système des Nations Unies pour faire progresser l'égalité des sexes.



ONU FEMMES TUNISIE

**Bureau multipays d'ONU Femmes pour
la Tunisie et la Libye**

Maison Bleue – Rue de Lac Windermere,
Les Berges du Lac I – 1053 Tunis – Tunisie

B.P. 1053

Tel : +216 36 011 680

